

## **Le rapport spécial du GIEC du 8 octobre 2018 (15 10 18)**

Remis le 8 octobre après une semaine de concertation à Incheon, en Corée du Sud, le rapport spécial que lui avait commandé la conférence de Paris de décembre 2015 (COP21) a comme tous les rapports précédents créé la surprise tant la tonalité en était dramatique. La COP21 avait demandé au GIEC de décrire en détail comment se distinguent les deux scénarios retenus : une hausse de 2°C des températures en 2100 (1<sup>er</sup> scénario) et si possible 1,5°C (2<sup>ème</sup> scénario). Cette différence d'un 1/2 °C n'est pas une nuance mais bel et bien un très gros écart.

Certes le GIEC a souvent commis des erreurs dans le passé et peut encore en commettre. Cette fois les voix discordantes se sont faites plus rares et moins bruyantes, le GIEC n'a pas pour autant soudain acquis l'infaillibilité ; ses prévisions (températures, élévation du niveau des mers, populations affectées, milliards de \$...) sont souvent appréciées au dixième de degré, à quelques mm près, à quelques millions près...mais s'il faut rester prudent dans leur interprétation la direction générale ne peut guère être mise en doute. Même si les dates mentionnées sont à prendre avec précaution, l'estimation globale des différences entre les deux scénarios doit être considérée avec le plus grand sérieux.

L'Accord conclu à Paris en 2015 et signé en grande pompe à New York en avril 2016 avait le grand mérite de réunir tous les Etats membre de l'ONU y compris les plus vulnérables, une première obtenue grâce à la mention du second scénario (1,5°C) mais la grande faiblesse, connue et acceptée depuis l'origine, de comporter pour les pays développés des engagements Intended Nationally Determined Contributions (INDCs) non contraignants dont on savait depuis l'origine qu'ils étaient insuffisants, de beaucoup, pour respecter l'objectif de 2°, la trajectoire étant plutôt de 3 à 4° alors qu'une hausse de 1° est d'ores et déjà acquise. L'accord prévoit une hausse des INDCs en 2025 (2020 pour les USA et l'Union Européenne).

Les COP22 et 23 ont œuvré à la définition et à la mise en place des procédures nécessaires à la vérification du respect de l'accord alors que la COP24 (décembre 2018 en Pologne) doit faire le point des progrès accomplis au cours des 3 dernières années, analyser le Rapport Spécial du GIEC et surtout initier le processus de révision des INDCs.

Dramatique à souhait, les rédacteurs du GIEC sont très entraînés à ce style mais alors que jusqu'à présent ils décrivaient un phénomène probable, hautement probable, mais lointain aujourd'hui il semble bien que le phénomène soit enclenché : le lointain est devenu réel et en quelque sorte actuel. Il faut donc agir sans retard et de façon déterminée pour que les émissions de gaz à effet de serre atteignent leur pic beaucoup plus tôt qu'envisagé car ce sont les scénarios les plus négatifs qui semblent l'emporter. Le coup de semonce du GIEC est cette fois tout à fait justifié.

En décembre 2015, les responsables des différents pays avaient certes pris acte qu'il fallait s'engager sérieusement... mais, sauf de rares exceptions, ils n'avaient pas compris qu'il fallait passer aux actes avec détermination.

En Europe, par exemple, la politique des efforts concertés n'a pas toujours fixé des objectifs très adaptés et leur application a été assez disparate et non coordonnée...d'où des résultats en général médiocres sinon mauvais. C'est notamment vrai pour la France qui a fait porter la plus grande part de l'effort financier sur le secteur électrique pourtant décarboné depuis 25 ans, alors que c'est sur les transports urbains et routiers et sur le chauffage (bâtiments et processus industriels) qu'il faut faire de gros efforts d'électrification mais la France est loin d'être la seule à mériter des critiques. La politique des petits pas est certes indolore mais elle ne sera efficace que si on allonge le pas et si ceux-ci sont dirigés dans la bonne direction ! C'est une bonne chose que la France, à l'instigation de Nicolas Hulot, ait fixé l'objectif de la neutralité carbone à

partir de 2050 (compenser les émissions grâce à des puits de carbone ou autres aspirateurs ou enfin par la séquestration des émissions) mais là encore c'est bien d'être précurseur à condition de ne pas rester seul. La vérité oblige enfin de reconnaître qu'en Europe le meilleur élève, parmi les grands pays, est le Royaume-Uni dont la politique est très diversifiée.

Il faut donc agir, le GIEC a raison, et Emmanuel Macron a eu raison de dire que *Nous avons toutes les cartes en main pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais il faut que tout le monde agisse maintenant*. A quoi bon en effet que la France fasse cavalier seul, à son seul détriment, elle qui ne représente que 1% de la population de la planète et 1% de ses émissions

- 1) si les USA, au niveau fédéral, se désintéressent du sujet ;
- 2) si la Chine prend son temps et se contente de plafonner ses émissions vers 2030 ;
- 3) si l'Inde qui, en tant que pays sous-développé n'a pris aucun engagement, mais infeste la planète et elle-même de son charbon, tout en se permettant de s'opposer à toute taxe carbone ; ou
- 4) si les INDCs restent non contraignants.

Un tel objectif implique de transformer les sociétés dans leur ensemble, leurs modes de vie : en matière d'habitat, de déplacements, de transport, d'alimentation, d'exploitation agricole, de gestion des forêts, de tourisme, de consommation d'énergie, d'adoption de nouvelles technologies, d'aménagement du territoire, d'atténuation des effets sur l'environnement, etc.

Les Etats doivent s'impliquer, les métropoles et les régions aussi, les professionnels également (pétroliers – pas seulement les majors mais aussi les Etats producteurs –, transporteurs routiers, aériens et maritimes), ... Il y a toute une gouvernance à créer... et le temps passe alors que, par le monde, nombre de décideurs sont encore très éloignés de ces considérations et nombre de populations ont tendance au repli, le multilatéralisme étant souvent décrié.

S'agissant enfin du nucléaire, goûtons notre plaisir : le GIEC, qui dans le passé avait mentionné le nucléaire comme une technologie propre (clean en anglais) sans jamais la recommander vraiment en raison des inconvénients excessivement grossis et montés en épingle par des opposants irréductibles, a cette fois sauté l'obstacle, un premier pas dans la bonne direction. Le rapport du GIEC est aussi *spécial* sur ce point et la France a tout lieu de s'en féliciter : voilà des années en effet que nous répétons, un peu dans le désert, que sans le nucléaire, on ne sauvera pas le climat.

Développons un peu deux points importants :

- les différences entre les deux scénarios (1,5°C et 2°C) ; et
- les préconisations du GIEC sur le nucléaire

### **La différence entre les deux scénarios est phénoménale :**

- 1) L'objectif de neutralité carbone est peut-être suffisant pour 2° mais absolument pas pour 1,5° et cela conditionne l'existence et la vie de nombreux territoires : de l'habitat, de la pauvreté, des pluies, sécheresses et inondations dans toutes les zones tropicales ;
- 2) La biodiversité sera très affectée : déplacement voire extinction des espèces, animaux, plantes, disparition complète ou non des coraux, avec les conséquences sur les populations qui en dépendent ;
- 3) Les modes de production d'énergie devront évoluer beaucoup plus vite de façon à atteindre le pic des émissions environ 20 ans plus tôt que dans le scénario 2°C : effacement des fossiles et développement des énergies propres, vertes et moins vertes, renouvelables ou pas, ... dont l'énergie nucléaire.

- 4) Limitation de la fonte de la banquise, de l'augmentation de la température, de la salinité des océans et de leur niveau général (10 cm en moins mettraient 10 millions de gens à l'abri) ;

...

Cette liste est largement incomplète et imprécise mais chacun peut comprendre que les conséquences qu'implique le choix entre les deux scénarios sont de nature politique, morale et philosophique... mais passées les 50 années de très gros efforts (on parle de 1000 milliards de \$ par an au niveau mondial) le monde sera meilleur, moins rude. Les gouvernants sont-ils prêts à faire et à imposer les choix nécessaires ? Certains peut-être. Les populations sont-elles correctement informées ? Absolument pas, il ne s'agit pas seulement de se mettre au vélo et de réduire sa consommation de viande comme le proclament de sympathiques marcheurs dans de multiples défilés colorés mais il y a nécessité d'un effort gigantesque au niveau international.

### **L'apport possible du nucléaire selon le GIEC**

Notons d'abord que le mot nucléaire n'apparaît pas dans le communiqué de presse du GIEC, ce qui explique sans doute que la presse française, pas plus que les opposants traditionnels, n'y ont fait allusion. Le mot en revanche est amplement cité dans les documents de référence souvent par le biais de textes d'opposants, mais il est surtout mentionné dans le résumé à destination des décideurs, ce qui est important et nouveau et il est explicitement cité dans les 4 scénarios pris en exemple dans le résumé pour les décideurs sélectionnés parmi les 90 étudiés dans l'ensemble de l'étude. C'est un début !

Pour résumer, en % par rapport à l'existant mondial en 2010, la hausse dans le cadre du scénario 1,5°C varie dans les 4 cas étudiés de

	P1	P2	P3	P4
En 2030	59%	83%	98%	106%
En 2050	150%	93%	501%	468%

Soit, après la baisse déjà observée à l'heure actuelle, compte-tenu de la mise à l'arrêt des anciens réacteurs, une reprise progressive des investissements conduisant à une hausse d'un facteur pouvant monter jusqu'à 5 par rapport à 2010. A comparer à des baisses d'un facteur 3 à 4 pour le pétrole, jusqu'à 2 pour le gaz et une hausse de 8 à 11 pour les renouvelables hors biomasse.

Aucune remarque de la part du Ministère de la Transition écologique et solidaire. Sans doute le ministre est-il trop absorbé par ses efforts de promotion de l'éolien et du photovoltaïque. N'a-t-il pas dit en effet le 7 octobre, sur une radio de grande écoute du matin, *qu'un kwh* qui sort d'une éolienne terrestre française est au prix du marché ? Curieux qu'il faille encore les subventionner : prix garanti, obligation d'achat, complément de rémunération sur 20 ans totalisent globalement déjà 120 milliards d'euros de la part de l'Etat c'est-à-dire de nous tous !

Attendons la prochaine PPE avec confiance puisqu'on nous dit qu'en France la priorité est à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La prochaine Conférence sur le Climat a lieu du 2 au 14 décembre prochain en Pologne, c'est sans doute un peu tôt pour que le rapport spécial du GIEC ait eu le temps de percoler.

Bernard Lenail